Autodésignations et recherche de modalités coalitionnaires.

Fabrique du politique au bord de la politique dans les activismes TPG et MGT

Aurélia LÉON

Université Lyon 2, Centre Max Weber (UMR 5283)

Résumé : Au constat d'un désintérêt en France pour la participation politique, cet article oppose le foisonnement d'activités protestataires en marge de la politique conventionnelle. Les expérimentations autour du développement de modalités coalitionnaires anti-oppression au sein des activismes transpédégouines et meuf gouines trans permettent de mettre en lumière, dans une version radicale, une école buissonnière des enjeux démocratiques.

Mots-clés : Féminismes – transpédégouines – meufs gouines trans – intersectionnalité – coalitions.

Le constat de la désaffection du militantisme partisan et syndical, d'une défiance vis-à-vis de la classe politique en général, de la montée du vote-sanction et de l'abstentionnisme conduit régulièrement à déplorer en France un désengagement du politique, une crise de la citoyenneté (Bernard, 2008). Le diagnostic présente toutefois plusieurs limites : d'une part il ne fait pas la différence entre abstentionnisme lié à une marginalisation dans la vie sociale et abstentionnisme lié à une critique de l'offre politique, et d'autre part il n'envisage la participation politique que dans les termes de la politique conventionnelle.

À côté de cette définition restreinte de la participation politique, rabattue sur la démocratie représentative, la sociologie des mobilisations recense une pluralité de modes de participation extra-conventionnels : associations, manifestations de rue, occupations d'espaces, mobilisations *via* les réseaux sociaux, médias alternatifs, boycott, désobéissance civile, sabotages, émeutes, etc. Poursuivant cette perspective de décentrement,

il s'agira dans cet article de porter l'attention sur une fabrique du politique à côté de la politique. Je renvoie en cela à des perspectives comme celles de Chantal Mouffe ou de Jacques Rancière qui distinguent *la* politique comme ordre (la « police » chez Rancière) *du* politique, conçu comme exercice et expression d'une conflictualité visant à bouleverser l'ordre, la politique, pour induire une autre répartition des parts.

Notre porte d'entrée pour cette réflexion sera la fabrique de « micropolitiques » (De Lauretis, 2007 ; Bourcier, 2002) meufs gouines trans et transpédégouines (d'après autodésignations), dans lesquelles j'ai été impliquée et que j'ai rencontrées alors que je démarrais mon travail de master 2, qui deviendrait une thèse, sur l'autodéfense féministe. Bien que ma recherche ne porte pas en première intention sur ces activismes[1], en raison de leur rôle de premier plan dans la renaissance de l'autodéfense féministe en France au tournant des années 2000-2010 j'ai été amenée à documenter leur inscription dans l'histoire des luttes féministes et à relever certaines caractéristiques de leurs formats d'action. Dans la continuité de ce travail, je propose de prendre appui sur certaines de leurs expérimentations pour aborder les questions que cet ouvrage rassemble sous le thème « diversité et citoyenneté », en faisant le pari que les enjeux qui traversent les dynamiques féministes meufs gouines trans (MGT) et transpédégouines (TPG) concernent plus qu'elles[2].

Sur le plan méthodologique, outre les données issues de la littérature et l'expérience acquise par la participation directe, je me baserai sur des documents issus d'archives militantes ainsi que sur des matériaux tirés de mon travail de recherche en doctorat. Mon propos s'organisera en quatre temps : je commencerai par replacer les activismes MGT et TPG dans le paysage multiple et éclaté des courants féministes pour revenir sur les enjeux de la construction d'un « Nous » pour les mouvements d'émancipation et pour les mouvements féministes. J'approfondirai ensuite ce point en rappelant le rôle de la constitution historique d'un rapport de force interne à l'espace des mobilisations par les forces antiracistes et décoloniales dans l'horizon qui anime les perspectives MGT et TPG. Puis, à travers plusieurs exemples concrets tirés de procédés d'autodésignation et de l'organisation d'évènements en non-mixité, je montrerai que derrière le mot d'ordre unitaire de l'« anti-oppressions » ou de « l'intersectionnalité » se dessine un champ d'expérimentation où les modalités de coalition ne sont pas données d'avance, mais se cherchent. Je terminerai en évoquant le *backlash* qui répond à ces expérimentations, non sans soulever les méprises – ou la mauvaise foi – qui l'alimentent.

[1] Les perspectives MGT et TPG commencent à faire l'objet de parutions du côté de la jeune recherche. On pourra notamment se référer à la thèse de Nicaise (2016) sur les parcours de gouines, à la thèse de Prieur (2015) sur les espaces *queers* et TPG à Paris et Montréal, et la façon dont la problématique des violences les imprègne, ainsi qu'à la thèse de Lorenzi (2015) sur l'« activisme rose ». Pour un aperçu des relations entre activismes TPG MGT et les formes de militantisme inscrites dans la continuité du féministe radical des années 1970, je renvoie à l'article de Fourment (2017) sur le militantisme féministe contemporain en Allemagne, aux recherches en cours de Barrière (2018) sur les festivals politiques et musicaux en France et en Allemagne et au travail exploratoire de Bessette-Viens (2017) dans le contexte suisse romand.

[2] Entre la première version de cet écrit, en 2017, et sa version remaniée, en 2021, l'actualité des mouvements sociaux, leur médiatisation et les réponses « politiques » qu'ils ont reçues – que Rancière nommerait policières et sur lesquelles je reviendrai rapidement en toute fin, ce pari a pris la tournure d'une évidence.

Published in : Botea, Bianca ; Popescu-Jourdy, Dana (dir.), *Pratiques de la diversité et de la citoyenneté. Statut et expérience*, Editions des archives contemporaines, ISBN : 9782813004215, doi : 10.17184/eac.9782813004215

1 Développement d'un féminisme radical matérialiste-*queer*

Il est d'usage aujourd'hui de parler des féminismes au pluriel pour mettre l'accent sur la diversité des courants, des groupes et le caractère conflictuel de leurs rapports (Taraud, 2005). En ce début de XXI^e^ siècle, la mouvance radicale (Martinez, 2002) est elle-même contrastée, réticulaire, dynamique et foisonnante, constituée d'une multitude de collectifs, de lieux et d'activités allant du plus au moins formel : associations, fédérations, bars, librairies, locaux associatifs, revues, séminaires et manifestations scientifiques, festivals politiques et musicaux, rencontres, blogs, spectacles, expositions, permanences, lignes d'écoute, manifestations de rue déclarées en préfecture, mais aussi groupes affinitaires, squats de vie et d'activité, rencontres autogérées, infokiosques, manifestations et performances non déclarées, écritures et collages urbains, etc. À l'intérieur de cette géographie complexe, s'organisent des circulations parallèles et croisées entre militant.es venu.es au féminisme dans les années 1960-1970, ayant connu le creux de la vague qui a suivi, la génération entrée en action dans les années 1990-2000 qui s'est échinée à en sortir, et les activistes des années 2010 incarnant un « nouveau féminisme » caractérisé par l'essor du Web 2.0, le poids croissant des réseaux sociaux en ligne, le registre de la performance, la montée en puissance d'une exigence d'intersectionnalité, et porté par un large mouvement de dénonciation internationale des violences sexistes et sexuelles dans la foulée de l'évènement *#MeToo* (Pavard, Rochefort, Zancarini-Fournel, 2020).

Si la mouvance radicale continue de rassembler un ensemble de démarches qui interroge « le rapport vie privée/vie publique, et entend dénoncer une oppression qui se niche jusque dans les replis les plus intimes de l'être » (Bard, 2012, p. 21), les termes dans lesquels cette oppression est pensée et combattue ont été grandement reformulés depuis les années 1970. L'apparition au début des années 2000 d'identifications TPG et MGT procède d'une double critique dans la critique : une critique de la dilution de la portée politique du féminisme *queer* (Prieur, 2015 ; Lorenzi, 2017) en même temps qu'une tentative d'articuler féminisme matérialiste et *queer* (Noyé, 2016 ; Fourment, 2017). Le style *camp* (Le Talec, 2008) de ces affirmations et plus largement le réinvestissement de la tactique du « retournement du stigmate » (Goffman, 1975 [1963]) inscrivent ces mobilisations dans une filiation remontant au Front homosexuel d'action révolutionnaire (FHAR) et aux Gouines rouges[3]. Elles prolongent également des initiatives plus tardives, constitutives de la fin de la préhistoire française du *queer,* à l'instar du Carnaval du blasphème à Lyon dans les années 1990[4]. Les Panthères roses, groupe créé à Paris en 2002 émanant du mouvement *queer* radical du même nom

[3] Voir notamment l'interview de « Juliette », une des Panthères roses, par Grimont (2010), sur la création de son collectif.

[4] J'ai découvert l'existence du Carnaval du blasphème répondant aux Illuminations du 8 décembre lors d'entretiens réalisés avec des militant.es lyonnais.es ayant pris part à son organisation. Régulièrement, le site d'informations militant Rebellyon republie l'appel pour l'édition de décembre 1995. Pour mémoire, le tract invitait à « manifester notre refus de l'ordre moral, du sexisme, de l'homophobie et notre volonté de nous battre pour un avenir où les homo-trans-bi-hétéros et tous les autres préfixes de sexuel pourront avoir un statut d'existence et soient reconnus en tant que tels, un avenir où les droits des hommes et des femmes seraient égaux, un avenir ou il n'y aurait plus un amour « propre et normal », mais plutôt une libération sexuelle. Vous l'avez compris il ne s'agit pas de venir à un enterrement, mais bien de faire la fête et de faire du bruit. » Il se concluait par un réjouissant : « À BAS L'ORDRE MORAL ET VIVE LES PÉDALES (ET TOUS LES AUTRES) ! » Source : Rebellyon (2016), « Le 8 décembre marque la résistance des Lyonnais à l'autorité civile ou religieuse » : https://rebellyon.info/Le-8-decembre-marque-la-resistance-des (consulté le 10/12/2016).

Published in : Botea, Bianca ; Popescu-Jourdy, Dana (dir.), *Pratiques de la diversité et de la citoyenneté. Statut et expérience*, Editions des archives contemporaines, ISBN : 9782813004215, doi : 10.17184/eac.9782813004215

apparu à Montréal comme un « mouvement dérivé » (Whittier, 2007, cité dans Pagé, 2017, p. 548) des larges mobilisations contre le Sommet des Amériques à Québec en 2001, apparaissent comme la première pierre du TPG en France (Prieur, 2015, p. 145 ; Lorenzi, 2017 ; Pavard, Rochefort, Zancarini-Fournel, 2020, p. 400-401)[5].

En Rhône-Alpes, les activismes TPG et MGT se sont développés prioritairement dans le triangle Lyon-Saint-Etienne-Grenoble sous l'effet d'une double impulsion des « gauchistes squatteuses totos anars féministes radicales » (selon l'expression d'une militante se reconnaissant dans cette appartenance) et de micro-réseaux affinitaires de pédés, lesbiennes, bi et trans se rejoignant dans des engagements anarchistes, anticapitalistes, féministes et antispécistes et doté.es d'un esprit d'irrévérence *queer* avant l'heure, imprégné, donc, du style du FHAR. La mémoire militante date les débuts du TPG à 2003. Les premiers évènements sont d'ampleur très réduite, ainsi d'une première rencontre à Rennes en 2004 explicitement intitulée « transpédégouines », qui aurait rassemblé une douzaine de personnes.

2 Renouvellements de la subjectivation politique, une mise en perspective

L'apparition des mouvements TPG et MGT participe d'une transformation plus globale de l'horizon politique du féminisme, de sa grammaire d'action et de son sujet politique dans le contexte du nouveau millénaire. Une mutation (Bessin, Dorlin, 2005) survenue non sans heurts avec les partisanes d'une radicalité « canal historique » *femmes* ou *femmes lesbiennes* (orthographié également *femmeslesbiennes*). L'identification d'un groupe d'appartenance, sa revendication comme groupe de référence et la délimitation de ses frontières à travers une différence en-groupe/hors-groupe constituent en effet des enjeux primordiaux pour les luttes de libération (Merton, 1997). Le « Nous » des mobilisations se structure en réponse et dans un rapport d'opposition à certaines représentations hégémoniques, stabilisées par les normes et scellées par les institutions, ainsi qu'en réponse aux représentations alternatives concurrentes portées par d'autres groupes en lutte. La critique interne, enfin, travaille les processus de subjectivation politique, les mécomptes alimentant des remises en question qui, pour les plus radicales, portent jusqu'aux contours donnés à la délimitation du/des sujet/s politiques des luttes[6] (Eribon, 2016).

D'après l'historienne Joan Scott, les perspectives féministes françaises sont animées dès leur origine par une tension structurante entre différence et égalité. Ce « paradoxe » résulte selon elle du caractère contradictoire de la tradition républicaine elle-même, qui proclame l'universalité des droits tout en maintenant l'universalité de la différence sexuelle qui justifie l'exclusion des femmes de la citoyenneté politique. L'échec de la politique des droits à assurer l'égalité réelle n'aura fait que renforcer cette contradiction. (Scott, 1998 [1996].) Dans les années 1970, ce paradoxe constitutif

[5] Voir Pagé (2017) sur le rôle de « passeur » des Panthères roses dans l'introduction de perspectives *queers* radicales dans le féminisme québécois.

[6] Il y a loin cependant de l'idéal du renouvellement de « la marge jusqu'au centre » (hooks, 2017, [1984]). Il serait plus juste de dire que des positions mises en minorité crient des années dans le désert avant, pour une poignée d'entre elles, de gagner effectivement le centre de « l'espace des mouvements sociaux » (Mathieu, 2007). Et encore est-ce au prix souvent de la re-marginalisation de pans entiers de l'expérience du monde dont elles étaient porteuses… qui reconstitue ainsi le terreau de potentielles critiques marginales.

Published in : Botea, Bianca ; Popescu-Jourdy, Dana (dir.), *Pratiques de la diversité et de la citoyenneté. Statut et expérience*, Editions des archives contemporaines, ISBN : 9782813004215, doi : 10.17184/eac.9782813004215

se retrouve au cœur de la stratégie féministe matérialiste. Tout en approfondissant l'enquête sur les ressorts de la domination d'une manière radicalement constructiviste – qui labourera le terrain pour les adhésions contemporaines aux formulations les plus poussées de la déconstruction de la catégorie de sexe, celle-ci développe une affirmation tactique du groupe des femmes comme sujet politique. Loin de refléter une version différentialiste de l'identité « femmes », cette stratégie répond à la nécessité d'opposer un sujet cohérent au risque d'assimilation par le mouvement ouvrier (Delphy, 2013a [1970] ; Rubin, 2010 [1975] ; Espínola, 2012).

Ainsi, si l'invocation d'un « Nous » a vocation à refléter une expérience vécue de domination, il apparaît clair que celle-ci doit être comprise comme le fruit d'une reconstruction de cette expérience par l'entremise d'un processus interprétatif (Varikas, 2006), lequel traduit également un état du rapport de force entre critique et institutions, et des rapports de force internes au champ des mobilisations.

On considère généralement comme un apport distinctif des mouvements *queer* et TPG (Bessette-Viens, 2017) la prolifération des formats de subjectivation féministe – c'est d'ailleurs l'un des sous-entendus de la nominalisation de l'adjectif *queer*, comme dans l'expression « "*queer*isation" des méthodes féministes » (Barrière, 2018). Il convient cependant de rappeler que si les courants *queers* et dérivés ont effectivement investi de manière stratégique la critique de l'essentialisme au sein des féminismes[7], la pluralisation du référent féministe commence plusieurs décennies plus tôt avec les luttes des femmes issues de l'immigration et de la colonisation.

Quand apparaissent le *queer* puis le TPG et le MGT en France, plus de 20 à 30 ans d'organisation de femmes issues des migrations, constituées politiquement dans la lutte contre les effets imbriqués du capitalisme, du racisme, du colonialisme, de l'impérialisme, de l'histoire esclavagiste et l'hétérosexisme, ont en effet déjà largement remis en question la fiction d'un sujet politique unifié et homogène. Pour les seules années 1970, Nadia Châabane répertorie au moins une dizaine de groupes organisés par aires géographiques, nationalités, et autour d'identités assignées réinvesties, déjà, dans une perspective émancipatoire[8]. Les années 1980, plus encore, voient fleurir une diversité de mouvements de « femmes dans l'immigration » dans le contexte de la féminisation de l'immigration issue du Maghreb et de l'Afrique subsaharienne, de l'arrivée au pouvoir de la gauche, de l'abrogation du décret-loi de 1939 sur les associations étrangères[9], de l'émergence des mouvements des jeunes issu.es de l'immigration,

[7] Que l'on rattache généralement au post-modernisme, mais qui s'inscrit dans le cadre général des évolutions de la pensée philosophique au XX^{e} siècle (Mouffe, 2000).

[8] Nadia Châabane effectue ce recensement dans le cadre d'un projet amorcé en 2001 par l'Association des Tunisiens en France intitulé « Traces, mémoires et histoire des mouvements de femmes de l'immigration en France depuis 1970 ». Pour les Amériques latines, elle identifie le Grupo latino americano des mujeres, le Groupe de femmes latino-américaines, le Cercle des femmes brésiliennes, le Collectif des femmes chiliennes pour les migrations d'Amérique latine ; pour les femmes noires originaires d'Afrique noire, la Coordination des femmes noires ou Mouvement des femmes noires et le MODEFEN, Mouvement pour la défense des droits de la femme noire ; pour ce qui est des femmes maghrébines enfin, l'Association de femmes marocaines en France, La Kahina, le Groupe femmes marocaines et le Groupe femmes algériennes. (Châabane, 2008.)

[9] Initiative du gouvernement Daladier qui revenait sur la loi du 1er juillet 1901 pour subordonner la formation et les activités des associations dites étrangères (comprenant un quart ou plus d'étranger.es) à l'autorisation préalable du ministère de l'Intérieur, pouvant être suspendue à tout instant par décret. Elle s'est révélée très utile sous le régime de Vichy pour interdire les associations juives ainsi que celles soupçonnées d'entretenir des liens avec l'extrême gauche ou Londres (Ponty, 2003).

Published in : Botea, Bianca ; Popescu-Jourdy, Dana (dir.), *Pratiques de la diversité et de la citoyenneté. Statut et expérience*, Editions des archives contemporaines, ISBN : 9782813004215, doi : 10.17184/eac.9782813004215

de la Marche pour l'égalité et contre le racisme et de la diffusion des idées féministes (Châabane, 2008).

Si quelques rares travaux ont cherché à comprendre ensemble le sexe et la race dès les années 1970 (Guillaumin, 1972 ; 2016 [1992]), la question des articulations des catégories et des rapports sociaux a émergé tardivement dans la littérature féministe scientifique – chez Kergoat (2010, [2001]), notamment. L'accumulation d'expériences militantes confirmant le désintérêt d'une majorité des féministes blanches[10] pour la question raciale/coloniale, dont la rencontre de la Coordination lesbienne de 1999 « *where it became apparent that lesbians of color, and questions of coloniality and racism, were not being taken seriously by most white lesbians* » (Bacchetta, 2019), elle pousse au tournant des années 2000 à la structuration de collectifs féministes sur la base de non-mixités lesbiennes racisées : ainsi des Négresses saphiques, du Groupe du 6 novembre, de Madivine, des N'DéeSses, du groupe Lesbiennes contre les discriminations et le racisme (LDR) et des Lesbiennes of colors (LOCs) (Falquet, 2012 ; Bacchetta, 2019). Les collectifs apparus à partir des années 2010 se réclamant de l'afroféminisme, d'un féminisme lutte des classes, de l'immigration et des banlieues, comme Mwasi[11], Femmes en lutte 93[12], le collectif afroféministe rennois Les Peaux Cibles (Hedjerassi, 2017, p. 162) ou l'association Lallab[13], et les évènements, comme le Camp d'été décolonial[14] (CED), le festival Nyansapo[15] (dont la tenue, on s'en souvient, avait été menacée par la mairie de Paris, sous le mandat d'Anne Hidalgo, suite à une polémique lancée par l'extrême droite[16]), les marches des Solidarités et les marches Vérité et justice contre le racisme et contre les violences policières, dans lesquels plusieurs de ces collectifs sont impliqués, actualisent ces engagements dans de « nouvelles grammaires de l'injustice sociale » (Lamoureux, 2014).

Le fait que les mouvements TPG et MGT héritent de préoccupations intersectionnelles se comprend ainsi en raison des expériences de dominations multiples ayant conduit à leur formation (sexisme, cissexisme[17], lesbianisme, gayphobie, et multiples déclinaisons de la transphobie), mais aussi en relation avec le rapport de force construit

[10] Françoise Vergès définit la position de féministe blanche comme une position « de privilège et de pouvoir » (non strictement pécuniers) que les intéressé.es refusent de questionner, basée sur une idéologie raciale associée à l'histoire coloniale de la France et reconfigurée par l'actuelle « colonialité républicaine » (Vergès, 2017).

[11] https://www.mwasicollectif.org/ (consulté le 4/5/2021).

[12] http://femmesenlutte93.over-blog.com/ (consulté le 4/5/2021).

[13] http://www.lallab.fr/ (consulté le 4/5/2021).

[14] Le site de l'évènement (https://ce-decolonial.org/), qui existait encore en 2017, n'est plus actif en 2021. Un compte twitter est en revanche accessible : https://twitter.com/cedecolonial?lang=fi (consulté le 4/5/2021).

[15] https://nyansapofest.org/ (consulté le 4/5/2021).

[16] Sur ce sujet, voir l'article de Frantz Durupt pour *Libération* en date du 28/5/2017 : https://www.liberation.fr/france/2017/05/28/aux-origines-de-la-polemique-sur-le-festival-afrofeministe-nyansapo_1572874/ (consulté le 4/5/2021).

[17] Le cissexisme est un concept central des analyses transféministes. Selon Julia Serano (2020, p. 22), « Le cissexisme relève d'une croyance selon laquelle le genre d'une personne transsexuelle serait inférieur ou moins authentique que celui d'une personne cissexuelle (c'est-à-dire quelqu'un.e qui n'est pas transsexuel.le et qui a toujours vécu une correspondance entre son sexe physique et son sexe subconscient) ». Si, pour bien des raisons, la notion de sexe subconscient est loin de faire l'unanimité et que les expressions « transgenre » et « cisgenre » (désignant les personnes qui se reconnaissent dans le sexe par lequel elles sont identifiées depuis leur naissance et qui adoptent une identité de genre concordante) sont généralement préférées aujourd'hui dans le contexte français à « transexuel.le » et « cissexuel », le concept de cissexisme fait partie des « mots agonistiques » qui se sont largement répandus dans les « nouveaux discours féministes » (Husson, 2017).

Published in : Botea, Bianca ; Popescu-Jourdy, Dana (dir.), *Pratiques de la diversité et de la citoyenneté. Statut et expérience*, Editions des archives contemporaines, ISBN : 9782813004215, doi : 10.17184/eac.9782813004215

à l'intérieur même de l'espace des mouvements sociaux par la structuration d'un large front antiraciste et décolonial, articulé avec des enjeux féministes, de même qu'avec la progression d'autres critiques contre-hégémoniques, trans donc, mais aussi intersexes et anti-validistes notamment. On doit particulièrement à la multitude d'associations, collectifs, comités, groupes formels et informels ayant développé depuis près d'un demi-siècle des analyses, des revendications et des formats d'action « au croisement du mouvement pour les droits des migrants et du mouvement féministe » (Châabane, 2018) le décentrement et la pluralisation du sujet du féminisme et le développement de perspectives internationalistes et d'une visée anti-oppression dans la mouvance féministe radicale.

3 Vers des luttes féministes transversales ?

Cet horizon anti-oppression, renommé *intersectionnel* à compter des années 2010 dès lors que la notion d'intersectionnalité a été amplement reprise par des universitaires du champ académique français, est devenu l'objet d'un consensus dans les espaces TPG et MGT[18]. Ses implications pratiques, en revanche, sont sujettes à débat, car si l'intersectionnalité fixe un cap, les contours de ce cap et la/les voies qui y mènent ne sont pas tracées d'avance. Ce chantier de l'intersectionnalité travaille différemment les groupes, selon que les profils de leurs membres sont plus ou moins minorisés et selon les ressources culturelles, organisationnelles, théoriques, dont disposent les collectifs. Le fonctionnement en réseau assure une diffusion rapide des pratiques stabilisées un temps, leur systématisation, avant que de nouvelles remises en question n'appellent de nouvelles inventivités.

Nombre d'interpellations pointent ainsi la faiblesse des interprétations féministes majoritaires se bornant

> « à des formules magiques ou à des incantations qui font de l'intersectionnalité, de l'inclusivité ou du triptyque "race, classe, genre" une réponse *a priori* à la pluralité des oppressions ou au caractère exclusif du féminisme hégémonique » (Boggio Éwanjé-Épée, Magliani-Belkacem, 2012, p. 110).

Des militant.es racisé.es ironisent également à propos des dérives absurdes tendant à naturaliser, à lisser et à absolutiser les effets de leur position dans des milieux féministes TPG et MGT en grande majorité blancs :

> Tu peux être tout d'un coup dans la bonne mode parce que tu es une personne identifiée comme racisée et que tout d'un coup c'est la mode en ce moment et que c'est cool ! (Rire) Et du coup t'as de bonnes étoiles et t'es intégrée à un groupe que tu ne connaissais pas.

[18] Pour une généalogique critique soulignant les pratiques ayant précédé, de longue date, la formulation de ce concept par la juriste Kimberlé W. Crenshaw, je renvoie à la préface d'Amandine Gay dans la parution française de l'ouvrage de bell hooks *Ne suis-je pas une femme ?* (2005). Sur le « blanchiment » de l'intersectionnalité dans les espaces académiques, voir Bilge (2015). Inversement, Koechlin (2019, p. 125-147), dans son essai *La révolution féministe*, déplore les déformations que les milieux militants féministes radicaux feraient subir à la théorie « originelle » de l'intersectionnalité.

Published in : Botea, Bianca ; Popescu-Jourdy, Dana (dir.), *Pratiques de la diversité et de la citoyenneté. Statut et expérience*, Editions des archives contemporaines, ISBN : 9782813004215, doi : 10.17184/eac.9782813004215

Parmi les pratiques remises en question, est également pointée l' « appropriation culturelle » qui consiste « pour des personnes privilégiées, [à] s'approprier certains attributs des personnes dominées, dans une situation où la domination elle-même n'est pas combattue », comme lorsque des interprètes de LSF se retrouvent à signer devant des assemblées exclusivement entendantes ou qu'une marche de nuit reprend des slogans signés conçus lors d'un évènement antérieur avec une militante sourde en l'absence de personnes concernées, faute d'avoir associé celles-ci à la manifestation (Bally et Blézat, 2016).

Apparaît ainsi toute la difficulté qu'il y a à combler l'écart entre une théorie, une volonté épistémopolitique (Bourcier, 2016) et les pratiques activistes et communautaires[19]. Le projet d'engagements féministes non exclusivement centrés sur un sujet hégémonique occidental, blanc, lettré, vivant dans une certaine aisance financière, hétérosexuel ou lesbien mais toujours cisgenre, valide, a ouvert un champ d'expérimentation pour des pratiques contestataires orientées par une visée de justice sociale globale, au sens où l'émancipation des un.es ne s'effectuerait pas, plus, sur le dos des autres.

Parallèlement au développement d'initiatives se déroulant dans des non-mixités politiques choisies rassemblant des personnes multiplement discriminées dans des projets d'organisation autonome, quantité de collectifs travaillent à établir les conditions de possibilité de politiques de coalition (Bilge, 2015 ; Gardey et Kraus [dirs], 2016), réinterprétation radicale contemporaine du thème de la convergence des luttes. Nombre de ces tentatives engagent l'autodésignation des groupes. Ainsi d'un tract daté de 2009 présentant l'émission de radio lyonnaise Lilith Martine et les autres[20] créée l'année précédente sur Radio Canut :

> Nous c'est : les grands-mères, les gouines, les indigènes, les trans, les sans-papières, les hétéros, les ouvrières, les arabes, les écolières, les lesbiennes, les noires, les putes, les teufeuses, les dégenréEs, les hystériques, les chômeuses, les chanteuses lyriques, les féministes, les maigres, les voilées, les personnes enceintes, les rappeuses, les Roms, les grosses et ta mère aussi… !

Le procédé des énumérations inclusives, tout en s'inscrivant dans une lignée de prises de parole féministes depuis les « années 1968 »[21], a été systématisé par les discours *queers*, TPG et MGT dont il est devenu une tactique emblématique. Réinvesti dans le style de l'antiparastase[22], il apparaît caractéristique d'un répertoire rejetant l'assimi-

[19] Dans le champ académique également il y a beaucoup à faire afin que l'intersectionnalité ne se résume pas à de vaines gesticulations qui la vident de sa charge contestataire dans une « réarticulation (parfois involontaire) sous des formes concordant avec le *statu quo* » (Bilge, 2015, p. 17).

[20] https://blogs.radiocanut.org/lilithmartineetlesautres/ (consulté le 4/5/2021).

[21] Exemple, le tract « Solidaires de nos sœurs avec qui nous sommes sur le chemin du « déshonneur » » signé par des militantes du mouvement de libération des femmes et du Comité liberté, distribué le 19 octobre 1970 lors d'une manifestation féministe à la prison de la Roquette : « Prostituées, voleuses, avortées, ménagères, filles mères, homosexuelles, hétérosexuelles, manifestantes, militantes, nous sommes toutes sœurs. Chaque fois que nous sommes nous-mêmes, nous sommes hors la loi. » (Picq, 1993, p. 18).

[22] L'antiparastase est une figure de style assez spectaculaire consistant à renverser le rapport entre ce qui est souhaitable et indésirable, louable ou blâmable. Dorlin (2007, citée dans Lorenzi, 2017) rappelle que c'est une stratégie contestataire classique depuis les années 1960-1970, adoptée d'abord par le mouvement *Black Power* avant d'être repris par les mouvements lesbiens féministes ou bien encore des mouvements de prostituées.

Published in : Botea, Bianca ; Popescu-Jourdy, Dana (dir.), *Pratiques de la diversité et de la citoyenneté. Statut et expérience*, Editions des archives contemporaines, ISBN : 9782813004215, doi : 10.17184/eac.9782813004215

lation et proclamant sa « stigmatophilie » (Warner, 1999, cité dans Lorenzi, 2017) à travers des pratiques de « resignification subversive » (Butler, 2004, p. 244). Ce faisant, la construction d'une figure d'énonciation en « Nous », tout en relevant de la nécessaire élucidation d'un groupe d'appartenance auquel s'identifier et sur la base duquel s'organiser, est marquée par un ethos *queer* qui développe une version extensive de l'en-groupe.

Nombre des alliances suggérées[23] restant cependant théoriques, se sont installées progressivement d'autres pratiques d'autodésignation, visant à faire la part entre l'idéal visé d'un « Nous » pluriel et l'expérience concrète d'un « Nous » relativement homogène. Ainsi de la signature du tract invitant au contre-festival contre l'Europride à Marseille en juillet 2013 : « NOUS, des trans, pédés, gouines, bi.e.s, queers, asexuel.les, et tordu.e.s en tous genres (majoritairement blanc.he.s, cisgenres et valides) ».

Depuis quelques années, se multiplient également des appels à participation basés moins sur l'identification explicite d'un « Nous » que sur la désignation d'un « eux », duquel le « Nous » se dégage en creux : les manifestations de rue, les rassemblements politiques et festifs, les marches de nuit sont organisées « sans mecs cis ». Outre le fait que ce type d'énoncé permet de juguler les effets d'exclusion involontaires liés à la détermination du « Nous » en ménageant sa part d'indétermination, il a également pour particularité de renverser les positions sujet/objet d'une relation linguistique comprise comme partie prenante des rapports sociaux de domination, d'altérisation[24] et d'appropriation.

Ces différentes pratiques participent de la constitution d'un champ d'expérimentation en quête de perspectives féministes transversales, ou « acrobatiques » (d'après l'expression qu'affectionne la militante et sociologue turque en exil Pinar Selek pour qualifier ses propres engagements), c'est-à-dire capables d'articuler une diversité de causes. Loin de se substituer aux pratiques d'auto-organisation en non-mixité de personnes multiminorisées dans les rapports de race, de genre et de classe notamment, elles leur sont redevables de leur existence même et de l'exigence, sans cesse reconstruite, de bâtir des espaces de coalition seuls à même de faire émerger ce qui relève d'un « intérêt public » (Lamoureux, 2014, p. 68).

4 Riposte réactionnaire

Il faut, pour compléter le tableau, évoquer cependant le retour de manivelle qui accompagne ces expérimentations. À une époque où « Pour assurer sa pérennité, le capital globalisé a dû apprendre à parler le langage de la différence minoritaire [...] [et où] la différence déstabilisant la norme a été transformée en « différence qui ne fait pas de différence », soit une différence bénigne ou, mieux, une valeur ajoutée sur le marché

[23] Dont la cartographie reste le plus souvent ouverte, comme le soulignent les points de suspension ou le « etc. » achevant la plupart des énumérations.

[24] Simone de Beauvoir (1976, [1949], p. 15) comprenait la position sociale des femmes comme relevant d'une position de l'« Autre » : « Il [l'homme] est le Sujet, il est l'Absolu : elle est l'Autre ». De là l'analyse de l'altérisation comme un processus produisant des « Autres » à partir d'une norme qui n'a pas à se penser comme telle en tant qu'elle sert de point de référence. Prolongeant la perspective beauvoirienne, les travaux féministes matérialistes documentent ce phénomène relativement aux femmes (Mathieu, 1991 ; Guillaumin, 2016 [1992] ; Delphy, 2013a [1970] ; 2013b) et aux personnes racisées (Guillaumin, 1972 ; Delphy, 2007).

Published in : Botea, Bianca ; Popescu-Jourdy, Dana (dir.), *Pratiques de la diversité et de la citoyenneté. Statut et expérience*, Editions des archives contemporaines, ISBN : 9782813004215, doi : 10.17184/eac.9782813004215

de la diversité (Hall 1997) » (Bilge, 2015, p. 19), un sérieux *backlash*[25] répond en effet à cette recherche d'opérationnalisation, à même la dynamique des mobilisations, d'une visée coalitionnaire anti-oppression. Faut-il encore s'étonner que l'affirmation du « Nous » par lequel des infériorisé⸱es sortent de la sérialité, pour reprendre le vocabulaire sartrien, et s'imposent comme sujets politiques dérange les sujets majoritaires, les sujets hégémoniques, renvoyés au caractère exclusif de leur propre groupe et au particularisme de leur pseudo-universalité ? Bourdieu (1997, p. 166-167) avait assez bien cerné cette « hypocrisie universaliste qui, renversant les responsabilités, dénonce comme rupture particulariste ou "communautariste" du contrat universaliste toute revendication de l'accès des dominés au droit et au sort commun ».

Sans doute l'accusation de segmentarisation des luttes constitue-t-elle un marronnier dans la presse de gauche antilibérale et d'extrême gauche[26]. Les partisans d'une ligne marxiste orthodoxe lui ajoutent généralement la dénonciation du « communautarisme » et du « sectarisme » des évènements en non-mixité choisie ; parfois, aussi, l'accusation d'une conception « ghettoïsante » du genre et des politiques sexuelles. Plus largement, l'hostilité d'extrême-gauche aux formes d'organisation féministes autonomes ne date pas d'hier comme le montrent les réponses publiées en réaction par des militantes dans le numéro de l'été 1970 de *L'Idiot international* (« Contre le terrorisme mâle », p. 10). Extraits choisis (les parties en italiques figurent en caractères gras dans l'édition originale) :

> *Réponses de quelques filles aux arguments présentés par l'oppresseur (le mercredi 4 juin 1970 – et non pas 1870 – une trentaine de fille ayant annoncé leur intention de se réunir* entre elles *pour parler de leurs problèmes).*
>
> *Y a pas de problème de la femme*
>
> - Exact : pour les oppresseurs il n'y a jamais de problème de l'opprimé.
> - Il n'y a pas de problème de la femme pour les hommes.
>
> [...]
>
> *On sortira de l'amphi quand vous nous aurez donné une raison politique*
>
> - Un milliard et demi de femmes.
> - Un homme sur deux est femme, il faut qu'on le libère.
>
> [...]

[25] J'utilise *backlash* dans son sens le plus courant (voir notamment l'ouvrage éponyme de Susan Faludi, 1993 [1991]), à savoir pour désigner des réactions conservatrices (de persuasion comme de coercition) répondant aux changements sociaux et politiques progressistes.

[26] Voir par exemple l'article d'Astra Taylor paru en juin 2016 en p. 3 du *Monde Diplomatique*, « Les deux jambes du militantisme », tiré d'une version plus longue publiée la même année dans *The Baffler*, Cambridge, Massachusetts, sous le titre « Against Activism ».

Published in : Botea, Bianca ; Popescu-Jourdy, Dana (dir.), *Pratiques de la diversité et de la citoyenneté. Statut et expérience*, Editions des archives contemporaines, ISBN : 9782813004215, doi : 10.17184/eac.9782813004215

- Depuis quand les opprimés doivent-ils demander aux oppresseurs la permission de se révolter ?

Tout en bas de la page, un encart appelle les femmes « partout où elles sont » à se réunir pour effectuer un « travail politique de prise conscience » sur la base de leurs expériences en commun car « Quand deux, cinq, dix femmes se réunissent et parlent d'elles-mêmes, elles réalisent que leurs frustrations et leurs rages sont vachement pareilles et que les causes en sont les mêmes. »

Les écrits militants explicitant les principes de non-mixités MGT et TPG s'inscrivent dans la continuité de ce geste : rapprochant « identités », « expériences » et « vécu », d'où découle une « envie de se réunir, de s'organiser ensemble », leur contenu ne laisse pas de place à l'idée d'un ferment, d'une base, d'un patrimoine ou d'une origine comme c'est le cas de la rhétorique de l'identité nationale mobilisée par la droite et l'extrême droite. Ainsi, le fait que des initiatives se tiennent en non-mixité autour d'un principe identitaire ne signifie pas que celui-ci se confonde avec une version fondationnaliste de l'identité. Comme l'explique Rancière (1998, p. 85),

> Le processus de l'émancipation est la vérification de l'égalité de n'importe quel être parlant avec n'importe quel autre. Il est toujours mis en œuvre au nom de la catégorie à laquelle on dénie le principe de cette égalité ou sa conséquence – travailleurs, femmes, noirs ou autres. Mais la mise en œuvre de l'égalité n'est pas pour autant la manifestation du propre ou des attributs de la catégorie en question.

De toute évidence, de toutes les logiques d'auto-organisation, ce sont celles de personnes racisées qui dérangent le plus aujourd'hui. Dans une inversion classique du rapport de domination typique des discours réactionnaires qui imputent aux personnes opprimées dénonçant leur oppression la responsabilité de celle-ci, et bien avant que le Sénat ne vote un amendement permettant la dissolution par conseil des ministres des associations organisant des activités en non-mixité contre le racisme[27], une partie de l'extrême gauche parisienne s'était émue du « racialisme » dont feraient preuve les féministes racisées en s'organisant en non-mixité[28]. Un geste recoupant celui des fémonationalistes[29], chantres de l'universalisme républicain au mépris du renforcement des discriminations à l'encontre des musulman.es et des individu.es qui leur sont assimilé.es, et plus largement des conséquences de la progression de l'islamophobie.

[27] Je fais référence à l'amendement dit « UNEF » déposé par le groupe Les Républicains et adopté le 1er avril 2021 sans que la gauche ne s'y oppose. Ce durcissement au Sénat du texte « confortant les principes de la République », rebaptisé au passage « projet de loi confortant le respect des principes de la République et de lutte contre le séparatisme », s'inscrit dans un contexte plus général d'une chasse aux sorcières contre les partisan.es d'une analyse en termes de race et de colonialité en France (*cf.* la récente mise en cause des universités comme foyers de développement d'un « islamogauchisme » par la ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche Frédérique Vidal).

[28] Voir par exemple https://www.non-fides.fr/?Quelques-considerations-sur-la-recente-mode-racialiste-et-la-Marche-de-la\#nh16 (consulté le 17/4/2017). Dans les années 1970, leurs prédécesseurs accusaient quant à eux les féministes de « racisme » parce qu'elles s'organisaient entre femmes (Quelques militantes, « Contre le terrorisme mâle », *L'Idiot international,* No 8-9, Juillet-Aout 1970, p. 10).

[29] Le concept de fémonationalisme a été forgé par Sara Farris (2017) pour décrire l'exploitation de thèmes féministes par des composantes nationalistes et xénophobes d'une part, néolibérales et islamophobes d'autre part, ainsi que la participation de féministes à la stigmatisation des musulmans au prétexte de la défense de l'égalité de genre.

Published in : Botea, Bianca ; Popescu-Jourdy, Dana (dir.), *Pratiques de la diversité et de la citoyenneté. Statut et expérience*, Editions des archives contemporaines, ISBN : 9782813004215, doi : 10.17184/eac.9782813004215

5 Conclusion

Sans prétendre rendre compte exhaustivement – et de loin – de la façon dont les micropolitiques MGT et TPG prennent place dans l'actualité des renouvellements de la participation[30] (ce qui constituerait un objet de recherche à part entière), cet article visait à contribuer au décentrement de l'attention au profit de formes d'action non conventionnelles à la « politicité » (Merklen, 2019) revendiquée. À l'heure où d'aucun.e diagnostiquent une transition des démocraties libérales vers une ère « post-démocratique » (Rancière, 1995 ; Mouffe, 2014 [2013]) ou « post-politique » (Mouffe, 2016 [2005]), les explorations autour de modalités coalitionnaires anti-oppression dans les activismes MGT et TPG attestent en effet de la vitalité avec laquelle certains enjeux démocratiques, les questions d'égalité et de bien commun, d'accès à une vie bonne et libre, la question de la conflictualité également, sont travaillées à côté des instances légitimes. Il reste, et c'était l'objet de la dernière partie, que ces expérimentations sont fragiles, leurs avancées menacées par diverses formes de *backlash*, et cela d'autant plus qu'elles impliquent des acteur.ices multiminorisé.es qui se voient reprocher ce que les dominants, sauf situation exceptionnelle, n'ont jamais à faire pour accroître leur force, à savoir « rendre patent ce qui les rapproche » (Boltanski, 2008, p. 41).

Bibliographie

Bacchetta, Paula (2019), « Groupe du 6 Novembre : Lesbiennes issues du colonialisme, de l'esclavage et de l'immigration », *in* Chiang, Howard ; Aronekar, Anjali *et al.* (dir.), *Global encyclopedia of lesbian, gay, bisexual, transgender, and queer (LGBTQ) history*, éditions Charles Scribner's Sons, New York, p. 623-625. *ISBN : 9780684325538.*

Bally, Jeanne ; Blezat, Mathilde (2016), « "Ah, t'es sourde, désolé… Mais t'es belle !" Femmes et Sourdes, à l'intersection des dominations », *Z : Revue itinérante d'enquête et de critique sociale,* vol. 10, No 1, éditions de La dernière lettre, Montreuil-sous-Bois, p. 118-121. DOI : 10.3917/rz.010.0118.

Bard, Christine (dir.) (2012), *Les féministes de la deuxième vague*, éditions des Presses Universitaires de Rennes, coll. « Archives du féminisme », Rennes. ISBN : 9782753518087.

Barrière Louise (2018), « Incarner de nouvelles identités et développer une éducation sexuelle déviante : techniques du corps queer dans les festivals punk-féministes », *En Marges !,* (en ligne), No 3. URL : https://enmarges.fr/2018/11/20/incarner-de-nouvelles-identites-et-developper-une-education-sexuelle-deviante-tech!niques-du-corps-queer-dans-les-festivals-punk-feministes-louise-barriere/

Bernard, Mathias, *Histoire politique de la V^e^ République. De 1958 à nos jours,* coll. « U. Histoire », éditions Armand Colin, Paris, 2008. ISBN : 2200242360, 9782200242367.

Bessette-Viens, Raphaëlle (2017), « Deux figures de l'engagement féministe à Genève », *Nouvelles Questions Féministes*, vol. 36, No 2, éditions Antipodes, Lausanne, p. 85-99. DOI : 10.3917/nqf.362.0085.

Bessin, Marc ; Dorlin, Elsa (2005), « Les renouvellements générationnels du féminisme : mais pour quel sujet politique ? », *L'Homme & la Société*, vol. 158, No 4, éditions de L'Harmattan, p. 11-27. DOI : 10.3917/lhs.158.0011.

Bilge, Sirma (2015), « Le blanchiment de l'intersectionnalité », *Recherches féministes*, vol. 28, No 2, éditions de l'Université Laval, Québec, p. 9–32. DOI : https://doi.org/10.7202/1034173ar.

Blais, Martin ; Philibert, Mathieu ; Bergeron, Félix-Antoine ; Hébert, Martine (2018), « Les expériences de victimisation des jeunes à travers le prisme de l'intersectionnalité », *Service social*, vol. *64, No* 1, éditions de l'Université Laval, Québec, p. 1-14. DOI : https://doi.org/10.7202/1055887ar.

Boltanski, Luc (2008), « Institutions et critique sociale. Une approche pragmatique de la domination », *Tracés. Revue de Sciences humaines* (en ligne), No 8, hors-série, ENS éditions, Lyon, p. 17-43. DOI : https://doi.org/10.4000/traces.2333.

[30] Comprise, cette fois, non au sens tronqué de la démocratie de représentation, mais dans le sens autrement plus complexe et radical que lui donne Joëlle Zask (2011).

Published in : Botea, Bianca ; Popescu-Jourdy, Dana (dir.), *Pratiques de la diversité et de la citoyenneté. Statut et expérience*, Editions des archives contemporaines, ISBN : 9782813004215, doi : 10.17184/eac.9782813004215

Boggio Éwanjé-Épée, Félix ; Magliani-Belkacem, Stella, *Les féministes blanches et l'empire*, éditions La Fabrique, Paris, 2012. ISBN : *9782358720434*.

Bourcier, Marie-Hélène/Sam (2016), « Le nouveau conflit des facultés : biopouvoir, sociologie et *queer studies* dans l'université néo-libérale française », *SociologieS* (en ligne), revue de l'Association internationale des sociologues de langue française (AISLF). URL : http://journals.openedition.org.bibelec.univ-lyon2.fr/sociologies/5271

Bourcier, Marie-Hélène (2002), « Queer Move/ments », *Mouvements*, vol. 20, No 2, éditions La Découverte, Paris, 2002, p. 37-43. DOI : 10.3917/mouv.020.0037.

Bourdieu, Pierre, *La domination masculine*, éditions du Seuil, coll. « Essais », Paris, 2002 (1998).

Butler, Judith, *Le pouvoir des mots. Politique du performatif,* éditions Amsterdam, Paris, 2004.

Châabane, Nadia (2008), « Diversité des mouvements de "femmes dans l'immigration" », *Les cahiers du CEDREF, Centre d'enseignement, d'études et de recherches pour les études féministes*, éditions de l'Université Paris Diderot (Paris-VII), Paris, No 16, p. 231-250. DOI : https://doi.org/10.4000/cedref.601.

De Beauvoir, Simone, *Le deuxième sexe,* tome 1, éditions Gallimard, coll. « Idées », Paris, 1976 (1949).

De Lauretis, Teresa, *Théorie queer et cultures populaires. De Foucault à Cronenberg*, trad. Bourcier, Sam/M. H., préf. Molinier, Pascale, éditions La Dispute/Snédit, coll. « Le genre du monde », Paris, 2007.

Delphy, Christine, *L'ennemi principal*, tome 1, éditions Syllepse, coll. « Nouvelles questions féministes », Paris, 2013a (1970).

Delphy, Christine, *L'ennemi principal*, tome 2, éditions Syllepse, coll. « Nouvelles questions féministes », Paris, 2013b.

Delphy, Christine, *Classer, dominer. Qui sont les « autres » ?* éditions La Fabrique, Paris, 2007. Eribon, Didier, *Principes d'une pensée critique*, éditions Fayard, coll. « à venir », Paris, 2016.

Espínola, Artemisa F. (2012), « Subjectivité et connaissance : réflexions sur les épistémologies du "point de vue" », *Cahiers du Genre,* n° 53, éditions L'Harmattan, Paris, p. 99-120. DOI : 10.3917/cdge.053.0099.

Falquet, Jules (2012), « Lesbiennes migrantes, entre hétéro-circulation et recompositions néolibérales du nationalisme », *in* Cossée, Claire ; Miranda, Adelina ; Ouali, Nouria ; Sehili, Djaoudia (dir.), *Le genre au cœur des migrations, éditions Petra, coll. IntersectionS, Paris, pp 123-148. ISBN : 2-84743-056-3.*

Faludi, Susan, *Backlash. La guerre froide contre les femmes,* trad. de l'anglais (États-Unis) par Pommier, Éliane L. ; Chatelain, Évelyne ; Reveillé, Thérèse, édition Des Femmes – Antoinette Fouque, Paris, 1993 (1991).

Farris, Sara R, *In the name of women's rights. The rise of femonationalism*, éditions Duke University Press, Durham, 2017.

Fourment, Émeline (2017), « Au-delà du conflit générationnel : la conciliation des approches matérialistes et queer dans le militantisme féministe de Göttingen », *Nouvelles questions féministes*, vol. 36, No 1, éditions Antipodes, Lausanne, p. 48-65, doi : https://doi.org/10.3917/nqf.361.0048

Gardey, Delphine ; Kraus, Cynthia (dir.) (2016), *Politiques de coalition. Penser et se mobiliser avec Judith Butler. Politics of Coalition. Thinking Collective Action with Judith Butler*, éditions Seismo, coll. « Questions de genre », Zurich, 2016. ISBN : 9782883510692.

Goffman, Erving, *Stigmate. Les usages sociaux des handicaps*, éditions de Minuit, coll. « Le sens commun », Paris, 1975 (1963).

Grimont, Juliette (2010), « Pauline, Panthère rose avec groupe », *Multitudes*, vol. 3, No 42, éditions de l'association Multitudes, Paris, p. 74-79. DOI : 10.3917/mult.042.0074.

Guillaumin, Colette, *L'idéologie raciste. Genèse et langage actuel*, éditions Mouton, coll. « IDERIC », Paris, 1972. URL : https://www.persee.fr/doc/ierii_1764-8319_1972_mon_2_1.

Guillaumin, Colette, *Sexe, race et pratique du pouvoir. L'idée de nature*, éditons Racine de iXe, Paris, 2016 (1ère éd. 1992, Coté-femmes). ISBN : 979-1090062313.

Guillaumin, Colette (1985), « Sur la notion de minorité », *L'Homme et la société*, No 77-78, éditions L'Harmattan, Paris, p. 101-109. DOI : 10.3406/homso.1985.2224

Hedjerassi, Nassira (2017), « Black feminism », *in* Bard, Christine (dir.), *Dictionnaire des féministes. France XVIIIe-XXIe siècle*, éditions PUF, Paris, p. 159-163. ISBN : 9782130787204.

Published in : Botea, Bianca ; Popescu-Jourdy, Dana (dir.), *Pratiques de la diversité et de la citoyenneté. Statut et expérience*, Editions des archives contemporaines, ISBN : 9782813004215, doi : 10.17184/eac.9782813004215

Gay, Amandine (2015), « Lâche le micro ! 150 ans de luttes des femmes noires pour le droit à l'autodétermination », préface à l'ouvrage de bell hooks, *Ne suis-je pas une femme ? Femmes noires et féminisme*, traduit par Olga Potot (1ère éd. en langue originale : 1982), éditions Cambourakis, Paris.

Husson, Anne-Charlotte (2017), « Les mots agonistiques des nouveaux discours féministes : l'exemple de *grossophobie* et *cissexisme* », *Argumentation et Analyse du Discours* (en ligne), No 18, éditions ADAR, institut Porter de l'Université de Tel-Aviv, Tel-Aviv. DOI : 10.4000/aad.2317.

Kergoat, Danièle (2010 [2001]), « Le rapport social de sexe. De la reproduction des rapports sociaux à leur subversion », *in* Bidet-Mordrel, Annie (dir.), *Les rapports sociaux de sexe*, éditions PUF, coll. « Actuel Marx Confrontations », Paris, p. 85-100.

Labry, Manon, *Riot Grrrls : chronique d'une révolution punk féministe*, éditions La Découverte, coll. « Zones », Paris, 2016.

Lamoureux, Diane (2014), « Dissonances identitaires », *Politique et Sociétés*, vol. 33, No 1, éditions de la Société québécoise de science politique, Québec, p. 61-75. DOI : https://doi.org/10.7202/1025587ar.

Le Talec, Jean-Yves, *Folles de France. Repenser l'homosexualité masculine*, éditions La Découverte, coll. « Textes à l'appui », série « Genre et sexualité », Paris, 2008.

Lorenzi, Marie-Émilie, *Activisme rose : cultures et arts féministes queer en France*, Thèse de doctorat en Art et histoire de l'art, sous la direction de Bernard Darras, Université Panthéon-Sorbonne (Paris-I), Paris, 2015. Non publié.

Lorenzi, Marie-Émilie (2017), « "Queer", "transpédégouine", "torduEs", entre adaptation et réappropriation, les dynamiques de traduction au cœur des créations langagières de l'activisme féministe *queer* », *GLAD !* (en ligne), No 2, éditions de l'association Genres, sexualités, langage, Paris. DOI : https://doi.org/10.4000/glad.462.

Martinez, Caroline, « D'un collectif à l'autre. Etude de la mouvance féministe radicale lyonnaise », DEA de sociologie, sous la direction de Michel Peroni, université Lumière Lyon 2, Lyon, 2002. Non publié.

Mathieu, Lilian (2007), « L'espace des mouvements sociaux », *Politix*, vol. nº 77, No 1, éditions De Boeck Supérieur, Liège, p. 131-151, DOI : 10.3917/pox.077.0131.

Mathieu, Nicole-Claude, *L'anatomie politique. Catégorisations et idéologies du sexe*, éditions Indigo et Côté-femmes, Paris, 1991.

Merklen, Denis (2006), « Une nouvelle politicité pour les classes populaires. Les piqueteros en Argentine », *Tumultes*, vol. 27, No 2, 2006, éditions Kimé, Paris, p. 173-197, DOI : 10.3917/tumu.027.0173.

Merton, Robert King, *Éléments de théorie et de méthode sociologique*, éditions Armand Colin, coll. « U. Sociologie », Paris, 1997.

Mouffe, Chantal, *L'illusion du consensus*, éditions Albin Michel, Paris, 2016 (2005).

Mouffe, Chantal, *Agonistique. Penser politiquement le monde*, éditions Beaux-Arts de Paris, coll. « Penser politiquement le monde », Paris, 2014 (2013).

Mouffe, Chantal (2000), « Féminisme, citoyenneté et démocratie plurielle », *in* Ballmer-Cao, Thanh-Huyen ; Mottier, Véronique ; Sgier, Lea (dir.), *Genre et politique, Débats et perspectives*, éditions Gallimard, coll. « Folio essais », Paris, p. 167-199. ISBN : *9782070415250.*

Noyé, Sophie, *Féminisme matérialiste et queer : politique(s) d'un constructivisme radical*, Thèse de doctorat en science politique, sous la direction de Jean-Marie Donegani, Institut d'études politiques Paris, 2016. Non publié.

Pavard, Bibia ; Rochefort, Florence ; Zancarini-Fournel, Michelle (2020), *Ne nous libérez pas, on s'en charge. Une histoire des féminismes de 1789 à nos jours*, éditions La Découverte, Paris.

Pagé, Geneviève (2017), « La lente intégration du queer au féminisme québécois francophone : douze ans de résistance et le rôle de passeur des Panthères roses », *Canadian Journal of Political Science/Revue canadienne de science politique*, vol. 50, No 2, éditions de l'Association canadienne de science politique et de la Société québécoise de science politique, Canada, p. 535-558. DOI :10.1017/S0008423917000506.

Picq, Françoise, *Libération des femmes. Les années mouvements*, éditions du Seuil, Paris, 1993.

Ponty, Janine (2003), « Les étrangers et le droit d'association au XXe siècle », *Matériaux pour l'histoire de notre temps*, nº 69, éditions La Contemporaine, Nanterre, p. 24-25. DOI : 10.3406/mat.2003.402433.

Prieur, Cha, *Penser les lieux queers : entre domination, violence et bienveillance. Étude à la lumière des milieux parisiens et montréalais*, Thèse de doctorat en géographie politique, culturelle et historique, sous la direction de Louis Dupont, université Paris-Sorbonne (Paris IV), Paris, 2015. Non publié.

Published in : Botea, Bianca ; Popescu-Jourdy, Dana (dir.), *Pratiques de la diversité et de la citoyenneté. Statut et expérience*, Editions des archives contemporaines, ISBN : 9782813004215, doi : 10.17184/eac.9782813004215

Rancière, Jacques, *La mésentente. Politique et philosophie*, éditions Galilée, coll. « La Philosophie en effet », Paris,1995.

Rancière, Jacques, *Aux bords du politique*, éditions La Fabrique, Paris, 1998.

Rubin, Gayle, *Surveiller et jouir. Anthropologie politique du sexe*, éditions EPEL, coll. « Les Grands classiques de l'érotologie moderne », Paris, 2010 (1975).

Scott, Joan W., *La citoyenne paradoxale,* éditions Albin Michel, coll. « Bibliothèque Histoire », Paris, 1998 (1996).

Serano, Julia, *Manifeste du femme trans et autres textes*, trad. des chapitres 2, 7, 8, 9, 10, 11 et 16 de l'éd. originale en langue anglaise (2007), éditions Cambourakis, Paris, 2020.

Taraud, Christelle, *Les féminismes en questions. Éléments pour une cartographie*, Entretiens avec Bard, Christine ; Bourcier, Marie-Hélène ; Delphy, Christine *et al.*, éditions Amsterdam, Paris, 2005.

Varikas, Eleni, *Penser le sexe et le genre,* éditions PUF, coll. Questions d'éthique, Paris, 2006.

Vergès, Françoise (2017), « Toutes les féministes ne sont pas blanches. Pour un féminisme décolonial et de marronnage », *Le Portique* (en ligne), No 39-40, éditions de l'Association Le Jardin, Vaucresson. DOI : https://doi.org/10.4000/leportique.2998.

Zask, Joëlle, *Participer. Essai sur les formes démocratiques de la participation*, éditions Le Bord de l'eau, coll. « Les voies du politique », Paris, 2011.

Published in : Botea, Bianca ; Popescu-Jourdy, Dana (dir.), *Pratiques de la diversité et de la citoyenneté. Statut et expérience*, Editions des archives contemporaines, ISBN : 9782813004215, doi : 10.17184/eac.9782813004215